

CETTE SEMAINE

Il y a un siècle, en 1911 : la première révolution chinoise (page II)
10 numéros, 10 pays en un siècle : la Libye (page III)
Dossiers/Arguments : la drogue et l'impérialisme (page IV)

LA CHRONIQUE

“Marianne” et les femmes...

L'hebdomadaire *Marianne* a consacré un dossier à l'affaire DSK. L'un des articles revient sur la plainte déposée par Tristane Banon, accusant DSK d'avoir tenté de la violer. Nous n'avons pas à juger ici des raisons supposées qui conduisent au resurgissement d'une telle affaire. Mais l'article de *Marianne* se conclut ainsi : « *Menteuse, manipulée...* “Intéressée”, nous ont même suggéré certains en pointant le fait que l'affaire pourrait faire vendre un livre à venir... En vérité, à enquêter sur la jeune femme, c'est sa fragilité qui frappe. Un peu nymphomane, manifestement anorexique, vaguement



journaliste et beaucoup écrivaine, cette blonde à la peau translucide est sans revenus depuis qu'elle a été licenciée au bout d'un an, en septembre 2010, d'un poste

d'éditrice. Depuis, elle assure passer ses jours et ses nuits à écrire “ce qu'elle n'a pas pu dire”, mais aucun éditeur, pour l'heure, n'aurait acquis le manuscrit. Dans les milieux littéraires, qu'elle fréquente depuis l'adolescence, on la décrit comme un “papillon de nuit terriblement fragile”, qui passe de bras en bras pourvu qu'ils lui rappellent ceux d'un père qu'elle n'a jamais connu. Gabriel Banon, ex-conseiller de Yasser Arafat, de vingt ans plus âgé que sa mère et marié à une autre. Un papillon de nuit sonné par la lumière violente des projecteurs médiatiques » (*Marianne*, n° 742, du 9 au 15 juillet 2011).

L'auteur de cet article s'appelle Stéphanie Marteau et travaille à *Marianne*. Elle se permet d'écrire : « *Un peu nymphomane, manifestement anorexique, vaguement journaliste.* »

Et aussi : « *Elle passe de bras en bras.* » Et, cerise sur le gâteau, recourt à la psychanalyse quand elle explique que Tristane Banon le fait pour les bras d'un père qu'elle n'a jamais connu. Et vous, M^{me} Marteau, quel est votre problème ? Après la remarque du gourou du journal *Marianne*, Jean-François Kahn, sur « *un troussage de bonne* » à propos de l'affaire DSK au Sofitel, c'est au tour de M^{me} Marteau. Manifestement, à *Marianne*, on n'aime pas les femmes.

LA PHOTO DE LA SEMAINE

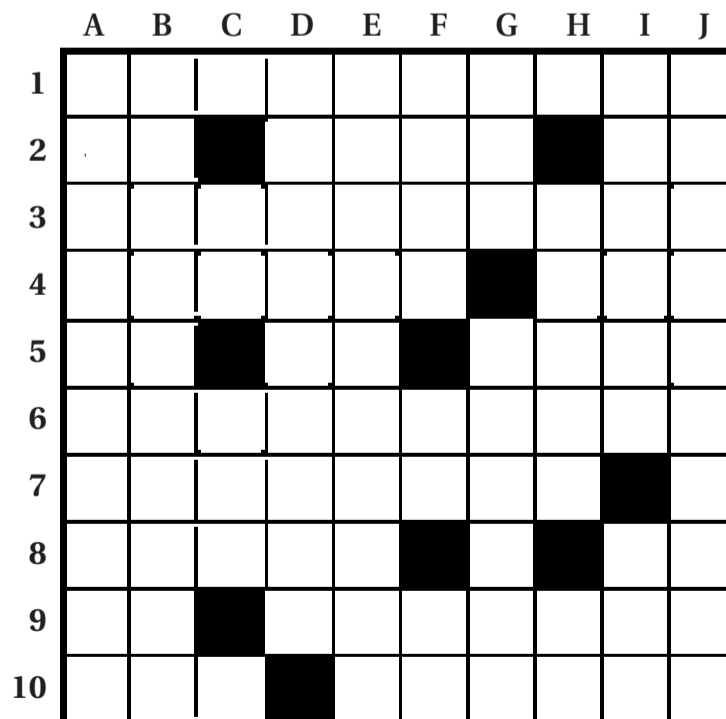


Il y a quarante ans...

Le n° 502 d'*Informations ouvrières*, du 6 janvier 1971. Au moment où la dictature de Franco, en Espagne, menace de condamner à mort des militants antifascistes, une grève générale à Szczecin (Pologne) se produit contre la dictature de la bureaucratie polonaise.

LA GRILLE DE LA SEMAINE

(Par Michel Bizien)



Horizontalement

1. On la veut une et indivisible ! 2. Héros venu de loin. Chacun a le droit d'en avoir un ! Ricané. 3. Motocrottes. 4. Mérite mieux que Berlusconi ! Habitant... de la paroisse. 5. Commence un jour de la semaine, mais finit tous les autres. Réunion d'étoilés. Poil dur. 6. Transformations qui conservent les distances. 7. Ce saint fut l'occasion d'un célèbre massacre. 8. Il finit par être tué par le vilain mari (Nougaro). Germanium. 9. Bien arrivé. Explorerai. 10. Moitié de sale bête. Strophe.

Solution de la grille du n° 157



Verticalement

A. Recommenant. B. Nationalisâmes. C. Sodium. Vague de spectateurs. D. Avantagement. E. Tentas de séduire. F. Attachée. A l'oreille : s'alimenter. Titane. G. Impossibilité reconnue de poursuivre son activité. Hurliez. H. Pif. Il aurait pu être le dieu des chauffagistes ! I. S'élève en cas de difficulté rénale. Joyeux. J. Octobre, c'est de lui.

Il y a un siècle, en 1911

2. La première révolution chinoise

Si la Chine fait aujourd'hui la "une" de l'actualité mondiale, c'est d'abord à cause, à nouveau, de la lutte du prolétariat chinois, fort de 300 millions de personnes. Une fois de plus, il fait trembler les piliers du capitalisme mondial. C'est ce que traduit le cri d'alarme lancé par une revue américaine : « *Le temps du travail bon marché en Chine s'achève...* »

Repères historiques

- **1839-1842** : Guerres colonialistes dites « *de l'opium* ».
- **Entre 1840 et 1860** : L'Empire britannique, puis la France forcent l'empire chinois à ouvrir le pays et son commerce à partir de l'introduction de l'opium en contrebande.
- **1842** : Traité de Nankin.
- **1856-1860** : Seconde « *guerre de l'opium* ».
- **1858** : Prise de Canton par les armées française et anglaise.
- **1860** : Pékin est prise et le Palais d'été est incendié.
- **1861-1908** : Après la mort de l'empereur Xianfeng, l'impératrice douairière Cixi détient le véritable pouvoir. Elle manipule les successions d'empereurs et s'oppose avec vigueur à toute réforme politique.
- **10 octobre 1911** : L'empire s'effondre.
- **1er janvier 1912** : Sun Yatsen, élu président provisoire de la République, prête serment.
- **Mai 1919** : Vaste soulèvement contre les « *traités inégaux* », déclenché par les manifestations étudiantes.
- **1925-1927** : Deuxième révolution chinoise.
- **Octobre 1949** : Prise du pouvoir par les armées révolutionnaires contrôlées par le Parti communiste chinois.

ÉCLAIRAGE

La Chine de l'empire des Qing (les Mandchous venus du nord du pays), en ce milieu du XIX^e siècle, couvre déjà le territoire de la Chine que l'on connaît de nos jours, intégrant la Mandchourie et la Mongolie au nord, le Tibet et le Turkestan oriental à l'ouest (actuelle province occidentale du Xinjiang). A la tête de l'Empire, qui compte 413 millions de sujets en 1840, se succèdent divers empereurs qui n'ont guère marqué l'histoire, jusqu'à l'entrée en scène de Cixi, qui devint impératrice douairière en 1861 et qui va concentrer entre ses mains tous les pouvoirs pendant quarante-sept ans. C'est elle qui, à la veille de sa mort, nommera « le dernier empereur », Puyi, qui n'avait pas encore... trois ans (voir le film de Bernardo Bertolucci, *Le dernier empereur*). L'administration de l'empire est assurée par quelque 27 000 mandarins civils et militaires, qui sont chargés de maintenir l'ordre, de collecter l'impôt et d'organiser l'enseignement. ■

Alain Denizo

En 1911, dans la ville de Wuchang, au centre de la Chine, un cercle de militants démocratiques et nationalistes qui a gagné à sa cause des officiers de l'armée prépare une insurrection. Le 9 octobre, l'explosion accidentelle d'une bombe alerte les autorités. Les révolutionnaires doivent réagir en hâte : le 10 octobre, entraînant quelques unités militaires, l'insurrection commence. Il a suffi de deux mois pour que la révolte se répande dans tout le pays comme une traînée de poudre. L'une après l'autre, les provinces chinoises proclament leur indépendance à l'égard du pouvoir impérial. Le régime s'effondre rapidement. La première révolution chinoise a renversé le plus vieux empire du monde, que beaucoup considéraient comme immuable, et la première république chinoise est alors proclamée. Le complot qui a abouti au soulèvement de Wuchang était relié à un mouvement nationaliste se réclamant des principes de la démocratie et actif en Chine depuis le début du siècle. Une de ses principales figures était Sun Yatsen, qui sera, de manière éphémère, le premier président de la république chinoise. La proclamation de la république n'est qu'un début : c'est alors que commence « *une longue marche* » du peuple chinois, qui n'est pas achevée aujourd'hui...

Un vieil empire

Comment a-t-il été possible que la découverte d'un plan d'insurrection limitée ait entraîné, en quelques semaines, un soulèvement provoquant la disparition d'un empire plus que millénaire ? Pour la vaste Chine, et sa civilisation vieille de plus de 5 000 ans qui a inventé la poudre à canon, la boussole, l'imprimerie et le papier, le XVIII^e siècle apporte la paix et un certain progrès dans le domaine de l'agriculture. A l'inverse, le XIX^e siècle voit la succession de crises, de révoltes de paysans ou de minorités ethniques, alors que la population a doublé entre 1770 et 1840. Le XIX^e siècle sera aussi marqué par l'intervention de plus en plus brutale des grandes puissances colonialistes, ouvrant la voie à l'assujettissement de la Chine. L'économie repose alors essentiellement sur l'agriculture. 90 % des Chinois vivent à la campagne, mais 90 % de ces paysans sont sans terres ou bien en ont trop peu : ce sont les 10 % de notables ou de paysans riches qui détiennent plus de la moitié des terres. Rente foncière, prêts usuraires à 50 % ou 80 % d'intérêts, lourds impôts levés par les mandarins au gré des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre, dons en récoltes aux propriétaires des terres plongent dans la misère tous les paysans qui travaillent la terre. Le paysan chinois est la bête de somme qui laboure parce qu'il n'a pas d'animaux de trait ; il lui faut un mois pour houer un hectare aboutissant à un rendement médiocre qui n'a pas changé depuis le XVIII^e siècle. Pis encore, la surface des exploitations à travailler ne cesse de diminuer : « *La taille d'une exploitation agricole moyenne entre 1870 et 1910 passe de 1,37 à 1,06 hectare en Chine du nord* » (Alain Roux, *La Chine au XX^e siècle*). Lorsque l'industrie commencera à prendre son essor, elle sera aussitôt la proie des capitalistes étrangers, qui s'assurent le contrôle des ports chi-

L'opium et les canons des impérialistes

Le pouvoir impérial cherche d'abord à contenir l'intrusion des puissances capitalistes, d'abord des capitalismes anglais et français. Les sociétés anglo-saxonnes organisent, autour de 1830, la contrebande pour écouler leurs marchandises, notamment l'opium par Canton. Le pouvoir impérial ferme Canton au commerce étranger en 1840. Cette décision entraîne — au nom de la « *liberté du commerce* », en l'occurrence le droit de la Grande-Bretagne d'inonder la Chine d'opium — une guerre d'agression conclue par le traité de Nankin en 1842, puis d'autres traités avec la France en 1843, et les Etats-Unis en 1844. Ce sont les premiers « *traités inégaux* », qui seront suivis de bien d'autres. En conséquence, cinq ports chinois sont ouverts au commerce étranger, les droits de douane sont très allégés (5 % au maximum) et, surtout, les étrangers échappent à la loi chinoise ! Dix ans plus tard, les capitalismes occidentaux n'étant par définition jamais rassasiés, ce sont les ports du nord et fluviaux de l'intérieur du pays qui sont visés. Face au refus de l'empire chinois, les troupes anglaises et françaises bombardent et s'emparent de Canton, en 1857, puis attaquent le nord et envahissent Tianjin, puis Pékin, à l'été 1860, mettant à sac le Palais d'été. Nouveaux traités et onze nouveaux ports sont

par des dirigeants qui se considèrent comme des guides religieux, aboutit, du fait de la faiblesse de l'empire, à la création d'un vaste territoire qui, au cœur même de l'empire mandchou, échappe à son contrôle. Cette révolte dite des Taiping avait pour devise : « *L'exploitation en commun des terres qui sont sous le ciel par tous les hommes vivant sous le ciel.* » Il fallut dix ans de luttes sanglantes pour l'écraser. A l'été 1898, encouragés par l'empereur, des réformateurs s'engagent dans le toilettage des institutions impériales, une réforme de l'armée et de l'économie est entreprise. Un coup d'Etat organisé par l'impératrice douairière Cixi met fin à cette expérience. En 1899, c'est le mouvement paysan des Boxers qui s'attaque à la domination étrangère et il faut le corps expéditionnaire d'une coalition, formée notamment par l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et la Russie, pour en venir à bout. Finalement, la dynastie Qing se décide en 1901 à entreprendre des réformes pour essayer de se maintenir au pouvoir : enseignement, armée, administration, économie et finances, mais il est trop tard et ces réformes alimentent même les forces qui vont faire naître la révolution. A partir de 1906 se multiplient les attentats, les complots et mutineries militaires, ainsi que des tentatives d'insurrection. C'est l'époque des révolutions qui commencent, et pas seulement en Chine. Déjà, en 1904, l'empire des tsars de Russie perd une guerre face aux troupes impériales du Japon. Le peuple russe souffrant de misère et d'oppression s'ouvrit dès 1905 les portes de la révolution avec les assemblées de délégués ouvriers élus à Saint-Petersbourg, connues sous le nom de soviets... En Chine, le pouvoir impérial n'est même plus capable de protéger son trône et son appareil d'Etat des forces vives du pays. La première révolution chinoise l'abat comme un fruit pourrissant. Sun Yatsen devient le président de la première république chinoise, promulgue l'abolition de la torture, l'interdiction du trafic de l'opium et décrète la liberté d'information et de réunion. La crainte des puissances impérialistes les pousse à charger le général Yuan Shikai de s'emparer du pouvoir. Les faibles secteurs de la bourgeoisie



La révolte des Boxers.

ouverts, le commerce de l'opium est légalisé, la libre circulation des marchandises est instituée dans tout le pays. Ces « *traités inégaux* » s'accompagnent d'un véritable dépeçage territorial : la Chine perd Taiwan au profit du Japon, Hong-Kong passe aux mains de la couronne britannique pour 99 ans et Macao devient colonie de la monarchie portugaise, etc. Puis, vint le tour de l'empire japonais, qui débarque en force et envahit le nord de la Chine jusqu'à un traité de paix humiliant, en 1895. De 1894 à 1911, « *l'impérialisme se rue à l'assaut de la Chine ou plutôt les impérialismes rivaux grouillent sur l'immense corps qui menace de se décomposer* », écrit l'historien Lucien Bianco. Les investisseurs étrangers sont désormais à la tête des secteurs miniers, et les banques étrangères, qui contrôlent 90 % du commerce extérieur chinois, se sont aussi emparées de 90 % des chemins de fer et de 70 % des transports fluviaux et maritimes. Sun Yatsen, le dirigeant nationaliste, déclare : « *La Chine est la colonie et l'esclave de toutes les nations.* »

Des résistances jusqu'à l'explosion révolutionnaire

Tout le XIX^e siècle — et en particulier sa seconde moitié — sera marqué par des insurrections paysannes, des soulèvements contre les propriétaires fonciers et les représentants officiels de l'empire. En 1853, une vaste révolte paysanne, conduite

qui ont d'abord soutenu Sun Yatsen s'inclinent. La Chine connaîtra alors l'ère des « *seigneurs de la guerre* »... Mais rien n'est terminé, au contraire. Pour la Chine, s'ouvre toute une époque de guerres, de révolutions, de contre-révolutions et à nouveau de révolution. Le jeune prolétariat chinois, encore numériquement faible (on recensait en 1912 seulement 600 000 travailleurs urbains salariés), va croître rapidement et il est concentré dans les industries les plus modernes contrôlées par l'impérialisme. En 1920, il rassemble déjà plus de deux millions d'individus et il va jouer un rôle moteur dans la lutte pour l'indépendance nationale et pour la démocratie en faisant valoir ses propres revendications. En 1921, dix ans après la chute de l'empire, dans la foulée de la révolution russe, le Parti communiste chinois est constitué. En mai 1919, déclenché par les étudiants, un vaste mouvement de protestation contre la domination impérialiste se déchaîne. En 1925-1927, la Chine connaîtra sa deuxième révolution, dans laquelle émergeront organisations syndicales et soviets. La révolution sera écrasée par Chang Kaï-shek, soutenu par toutes les puissances impérialistes. Ce n'est qu'en 1949, comme conséquence d'une longue guerre révolutionnaire, que la Chine recouvrera son indépendance et son unité. Ici commence une autre histoire qui sort du cadre de cet article. Celle de l'évolution du régime qui se met alors en place et de ses relations avec la classe ouvrière et le peuple chinois. ■

10 numéros,
10 pays
en un siècle

Longtemps considéré comme infréquentable, le régime libyen a été réintégré dans la « communauté internationale » après le 11 septembre 2001, avant que, à la suite de soulèvements, l'Otan n'intervienne militairement contre son ancien « ami et allié ».

La Libye

Par Khaled Dahri

La manne du pétrole cachait bien la misère. Prétendument socialiste, Kadhafi a fait en sorte que les caisses de l'Etat soient les siennes. Le taux de chômage en Libye reflétait bien l'injustice de la répartition de la richesse. Au lendemain du 11 septembre 2001, Kadhafi jette ses masques et se rallie ouvertement aux directives des instances capitalistes. Les richesses du pays n'appartenaient pas au peuple et les réformes économiques imposaient de réduire encore plus la taille d'un Etat quasi absent. Frappé par la corruption d'un régime et l'exploitation d'un système économique qui s'annonce féroce, le peuple libyen ne pouvait pas ne pas chercher à reconquérir sa liberté et son pouvoir. Il avait le droit de se révolter contre la répression, la corruption et l'injustice de la répartition des richesses.

L'ingérence n'a pas tardé à transformer la situation en guerre de dislocation. Le G 8, l'Union européenne, les Etats-Unis et le FMI, qui étaient obligés de s'afficher avec Kadhafi, de l'accueillir et de lui laisser planter sa tente, ne seront plus obligés de le faire. Ils ne passeront plus par quelqu'un d'aussi « infréquentable » pour piller les richesses du peuple libyen.

La guerre, aussi coûteuse qu'elle puisse l'être, leur permettra d'y accéder directement et de désigner qui bon leur semble pour garantir leurs intérêts, une guerre menée prétendument au nom des droits de l'homme et de la protection des civils.



La Libye s'étend sur 1 759 540 kilomètres carrés, ce qui la place au quatrième rang africain et au dix-septième rang mondial en termes de superficie. Bien que son territoire soit dominé par le désert, réduisant ainsi son potentiel agricole, la Libye dispose de la plus grande réserve de pétrole en Afrique (46,4 milliards de barils) et est le deuxième producteur de pétrole brut en Afrique, après le Nigeria et devant l'Algérie. Ses énormes réserves de gaz naturel (1 548 milliards de mètres cubes) sont très peu exploitées. Sa population, estimée, en 2009, à moins de 7 millions d'habitants, est en grande partie jeune (moins de 30 ans) et majoritairement urbaine (70 %). Le pétrole fournit 93 % des recettes du pays. Sa faible population fait que son PIB par habitant est le plus important en Afrique, bien que le chômage, selon les informations fournies par les rapports de 2008 de la United Nations Statistics Division et du World Factbook de la CIA de 2011, atteigne 30 %.

Historiquement, le mot Libye fut utilisé par les Grecs pour désigner toute la zone côtière de l'Afrique du Nord comprise entre le Nil et l'Atlantique. Les Libyens, installés dans la ville grecque de Cyrénaïque (à l'est), furent un peuple redouté des Egyptiens. Tripolitaine (à l'ouest) fut la première colonie phénicienne. Cyrénaïque, Tripolitaine et Fazzan (région saharienne et désertique du sud libyen) forment les trois provinces traditionnelles de la Libye. Alors que les Ptolémée d'Egypte annexent la république de Cyrène en 458 av. J.-C., la côte méditerranéenne est sous contrôle carthaginois. Au 1^{er} siècle av. J.-C., les trois régions sont dominées par les Romains, avant d'être envahies par les Vandales en 455 et reconquises par les Byzantins à partir de 533.

Tripolitaine et Cyrénaïque

Après la conquête arabo-musulmane de 641, la Cyrénaïque fut reliée à l'Egypte et la Tripolitaine à la Tunisie. Du IX^e au XVI^e siècle, Aghlabides, Fatimides, Hilaliens, Almohades et Hafsidés se succèdent dans le contrôle de la Libye, avant que les Espagnols n'occupent Tripoli en 1510.

L'Empire ottoman, sous le règne de Soliman le Magnifique, prend Tripoli et annexe la Libye en 1551. Jusqu'à 1911, date de la guerre italo-turque, la Libye demeure province ottomane. Le traité de Lausanne met fin, le 18 octobre 1912, à la guerre italo-turque et accorde aux Italiens la Cyrénaïque et la Tripolitaine. L'occupation italienne se heurte à une vive résistance armée conduite par Omar Mokhtar, qui est pendu en 1931, l'année où Idris Sanussi, reconnu émir de Cyrénaïque dix ans auparavant, s'enfuit en Egypte.

Le traité de Paris de 1947 oblige l'Italie à renoncer définitivement à la Libye. Tripolitaine et Cyrénaïque passent sous contrôle britannique, Fezzan sous contrôle français.

Un Etat indépendant reconnu par l'ONU et regroupant les trois provinces libyennes voit le

jour. L'émir Idris Sanussi est désormais le roi Idris I^{er}. Le 25 novembre 1951, l'Assemblée nationale se réunit. La Constitution est promulguée en ce même mois de novembre 1951. En 1953, la Libye intègre la Ligue arabe et rejoint l'ONU en 1955. Des accords militaires lient la Libye au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, leur permettant de conserver des bases sur le sol libyen jusqu'en 1970. Libyan American Oil met au jour un premier gisement de pétrole en 1956. Esso Standard Libya découvre, en 1959, d'autres gisements plus importants.

1969 : Kadhafi

Mouammar Kadhafi prend le pouvoir en septembre 1969 et déclare à la radio vouloir « mettre un terme au régime réactionnaire, arriéré et décadent ». Inspiré par Nasser, il adopte le panarabisme et le socialisme d'Etat. Il nationalise l'industrie pétrolière, dicte plusieurs mesures socialistes et promulgue une nouvelle Constitution. En 1970, la Libye ferme les bases militaires britanniques et américaines, et nationalise les sociétés détenues par les Italiens. Plusieurs tentatives d'union avec d'autres pays arabes ou africains (Tunisie, Syrie, Maroc, Tchad, Soudan), notamment après la guerre du Kippour et le rapprochement égypto-américain, ont échoué.

L'activisme de Kadhafi et son soutien à plusieurs groupes et guérillas dans le monde, tels que l'Armée républicaine irlandaise, la Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion), le Mouvement populaire de libération de l'Angola, la Derg lui valent des tensions avec les Etats-Unis, qui, en 1979, classent la Libye dans la liste des « Etats soutenant le terrorisme ». L'administration Reagan impose un blocus économique sur la Libye et cherche à assommer Kadhafi. Ronald Reagan autorise le bombardement du pays. La France refuse d'ouvrir son espace aérien aux avions américains et aurait même sauvé la vie à Kadhafi en l'informant de la frappe. A la suite des deux attentats perpé-

trés contre le Boeing de la Pan Am (attentat de Lockerbie) et contre le DC-10 de l'UTA, attentats attribués au « terrorisme libyen », la résolution 748 de l'ONU décide de considérer la Libye comme « Etat terroriste » et d'un embargo militaire et aérien. Un embargo qui, conjugué à la fragilité économique du pays confronté aux problèmes de corruption qui gangrènent le régime, ne sera pas sans conséquences.

Après le 11 septembre 2001

La réintégration de la Libye dans la communauté internationale n'a pu avoir lieu qu'après le 11 septembre 2001. Promettant de « renoncer au terrorisme », Kadhafi lance un appel d'offres international pour l'attribution de droits de prospection du sous-sol. Plusieurs dirigeants occidentaux, Tony Blair, Silvio Berlusconi, José Luis Zapatero, Jacques Chirac, sont reçus à Tripoli.

Le FMI a promis à la Libye une sortie de crise. L'ex-directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré à la suite d'une rencontre avec Kadhafi : « Le défi principal est de maintenir le rythme des réformes en cours visant entre autres à réduire la taille de l'Etat. » En effet, malgré la manne pétrolière, l'échec des politiques économiques et sociales libyennes depuis l'indépendance et l'absence totale de toute forme de liberté ne mettront pas la Libye à l'abri de la situation régnant au Moyen-Orient.

La révolte libyenne s'est déclarée et elle fait face à une répression sanguinaire, d'autant plus qu'elle s'est, très vite, instrumentalisée et dotée d'armes de guerre civile. Le Conseil de sécurité de l'ONU a accordé à l'Otan le droit d'effectuer des frappes sur la Libye pour prétendument protéger les civils. Au même moment, le même conseil a brandi son veto, refusant de condamner la colonisation dans les territoires palestiniens occupés.

Le Conseil national de transition est, d'ores et déjà, le seul représentant de la « révolution libyenne ».

Repères

● **31 août 1969** : Un groupe d'« officiers libres », organisé sur le modèle égyptien et dirigé par Mouammar Kadhafi, jeune officier âgé de 27 ans, destitue le roi Idris I^{er}, qui se réfugie en Egypte.

● **1^{er} septembre 1969** : Kadhafi annonce sa prise de pouvoir et déclare un certain nombre de réformes.

● **1970** : La Libye ne renouvelle pas les accords signés sous l'ancien régime et ferme les bases militaires américaines et britanniques.

● **1978** : Les Etats-Unis considèrent la Libye comme « ennemi potentiel ».

● **1979** : Les Etats-Unis ajoutent la Libye à la liste des « Etats soutenant le terrorisme ».

● **1982** : Un blocus économique est mis en place contre la Libye.

● **1992** : Vote d'un embargo international (militaire et aérien) à l'ONU.

● **1993** : Gel des avoirs financiers et embargo étendu par la résolution 883 de l'ONU.

● **1999** : Concessions de la Libye entraînant la suspension des sanctions décrétées en 1992 et consacrant le retour du colonel Kadhafi sur la scène internationale.

● **2003** : Le gouvernement libyen décide de mettre fin à son programme d'armes de destruction massive.

● **2008** : L'ancien directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, rencontre Mouammar Kadhafi.

● **2009** : Berlusconi invite Kadhafi au G 8.

● **15 février 2011** : Un rapport du FMI, résumé par son directeur, loue la bonne gestion du colonel Kadhafi et l'encourage à « continuer d'améliorer l'économie » en mentionnant son « ambitieux agenda de réformes ».

● **15 février 2011** : Des émeutes éclatent à Benghazi contre le régime.

● **10 mars 2011** : La France reconnaît le Conseil national de transition, et d'autres reconnaissances suivront.

● **17 mars 2011** : Les Nations unies adoptent la résolution 1973 autorisant une intervention militaire internationale.

● **19 mars 2011** : La coalition, menée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, et forte du soutien de la Ligue arabe, passe à l'offensive et bombarde la Libye.



Tripoli, le 25 juillet 2007 : c'était l'époque où, en visite officielle en Libye, le président Sarkozy serrait la main de Kadhafi.

Photo AFP

Dossiers/Arguments

La drogue et l'impérialisme

Edison Cardoni

1 Ceux qui appliquent les plans du Fonds monétaire international plaident pour libérer les drogues

Le 2 juin 2011, à New York, la Global Commission on Drug Policy (Commission globale sur la politique drogue) a présenté un rapport préconisant la « réglementation du marché de la drogue ». Une campagne médiatique s'est déclenchée. On annonce que, le 3 juin 2011, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a constitué un groupe de travail pour étudier le « rapport », information qui reste à confirmer. La Global Commission on Drug Policy est une ONG. Elle est présidée par Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil de 1995 à 2002. Elle compte parmi ses membres le Premier ministre « socialiste » de la Grèce, Georges Papandréou, et les anciens présidents de Colombie, César Gaviria (1990-1994), et du Mexique, Ernesto Zedillo (1994-2000).

Bill Clinton, président des Etats-Unis de 1993 à 2001, y a une grande influence. Aux côtés de Cardoso, il défend la libéralisation de la consommation de drogues dans le film *Rompre les tabous*, dont la sortie a eu lieu dans neuf capitales d'Etat au Brésil, ce même 3 juin.

2 C'est un fait : la décomposition du capitalisme a entraîné l'explosion de la consommation de la drogue

On est en face d'hommes politiques connus pour avoir une lourde responsabilité dans l'application des plus durs « plans d'ajustement structurel » du FMI.

Ces plans provoquent récession, chômage, misère et... croissance de la consommation de drogues, tandis que le blanchiment d'argent est facilité par la déréglementation financière. L'ONU constate qu'entre 1980 et 2007, la production de cocaïne est passée de 159 à 994 tonnes (+ 562 %) et celle de l'opium de 1 040 à 8 870 tonnes (soit + 843 %) ; celle du cannabis « a fortement augmenté jusqu'en 2004 ». La production de drogues synthétiques a « massivement augmenté » à partir de 1990 (1).

Ceux dont la politique a amené à l'explosion de la consommation disent aujourd'hui qu'il faut la légaliser parce que leur prétendue guerre contre la drogue a échoué.

S'ils étaient les seuls à en parler, cela ne regarderait qu'eux. Mais partout, on rencontre des secteurs — souvent responsables d'accompagner les plans du FMI — qui, tout en parlant au nom du socialisme, leur emboîtent le pas.

Au Brésil, le leader du groupe parlementaire du Parti des travailleurs à la Chambre des députés, Paulo Teixeira, a félicité Cardoso ! En France, le député du Parti socialiste Daniel Vaillant prône la « légalisation contrôlée ».

3 «Un monde débarrassé de la drogue», une «utopie» ?

C'est Cardoso qui parle ainsi : « Penser que le monde peut être débarrassé de la drogue, c'est

Photo AFP



L'affiche du film *Rompre les tabous*, dans lequel Bill Clinton et Fernando Henrique Cardoso défendent la libéralisation de la consommation de drogues.

une utopie, mais on peut réduire les dommages que la drogue entraîne pour les personnes et pour la société. » Rien de plus faux. La production massive d'alcool date seulement de la révolution industrielle. La morphine a commencé à être extraite de l'opium vers 1800, l'héroïne vers 1870. La cocaïne apparaît en 1850. Les premières drogues artificielles sont synthétisées vers 1900. Aujourd'hui, il existe plus de 200 millions de consommateurs de drogues illicites — à quoi il faut ajouter les consommateurs d'alcool. Le trafic engendre 320 milliards de dollars américains par an de profits (selon l'ONU). Il n'y a rien eu de comparable dans le passé, où la production de stupéfiants était limitée. Leur consommation était généralement liée à des pratiques culturelles et religieuses, et les substances étaient beaucoup moins puissantes. Mais au-delà des avancées technologiques, le point décisif est que le commerce des drogues est devenu une affaire des Etats bourgeois naissants. Au XVIII^e siècle, l'impérialisme britannique a introduit la contrebande d'opium en Chine pour écouler la production de ses plantations en Inde.

Aux protestations de la diplomatie chinoise, le Parlement britannique a répondu qu'il n'était pas « opportun d'abandonner une source de revenus si importante ». La Chine a tenté d'empêcher le trafic. L'Angleterre a déclaré la « guerre de l'opium ». Entre 1839 et 1860, les canons « démocratiques » de l'impérialisme ont imposé aux Chinois la consommation de l'opium (2).

4 «Réduire les dommages que la drogue entraîne pour les personnes et pour la société» ?

Aujourd'hui, le capitalisme est obligé de reconnaître que les drogues sont nocives, mais... « inévitables ».

La logique est connue : la crise rendrait « inévitable » la suppression des postes de travail, la fermeture des écoles et des hôpitaux. Les syndicats seraient obligés de se cantonner à « réduire les dégâts ». Mais la possibilité d'en finir avec la drogue — comme avec la dictature de la dette — dépend de la lutte des classes !

La politique de « réduction des dégâts » s'appuie sur l'idée que ce sont les individus qui décident eux-mêmes de se droguer.

S'il ne s'agissait que de cercles bourgeois corrompus, on pourrait considérer qu'il s'agit d'une affaire individuelle. Mais c'est l'impérialisme qui fait le choix délibéré d'introduire la drogue parmi les travailleurs et la jeunesse, pour les décomposer.

Et cela est aggravé par le fait que l'accès des victimes de la drogue aux soins médicaux est de plus en plus difficile parce que les systèmes publics de santé sont démantelés, précisément par les politiques de Clinton, Cardoso et consorts.

5 «La guerre contre la drogue» ne sert qu'à renforcer le crime organisé

« Guerre contre la drogue » (Nixon, 1969) ? « Guerre contre le terrorisme » (Bush, 2011) ? Ce sont les politiques de l'impérialisme pour faire main basse sur des régions entières de la planète.

Un plan du « crime organisé » et des régions productrices de drogues montrerait, à chaque moment, où se déroulent les opérations de l'impérialisme pour faire tomber les gouverne-

ments, étouffer les mobilisations, terroriser les populations, criminaliser la jeunesse.

Guerre du Vietnam, 1960 : la CIA trafiquait l'opium cultivé au Laos et en Thaïlande par les restes de l'armée du Kuomintang (anti-communistes chinois).

Nicaragua, 1980 : pour financer les « contras », la CIA a créé le marché du crack. La nouvelle drogue a inondé les ghettos de Los Angeles. La jeunesse noire a été décomposée avant d'être enfermée en masse dans les prisons.

Afghanistan : depuis 1979, et notamment sous le gouvernement Clinton, les Etats-Unis collaborent avec les trafiquants de la région. En 2001, l'Afghanistan est envahi. En 2009, occupée par 150 000 soldats étrangers, le pays détient 90 % de la production mondiale d'héroïne. Kosovo, 1999, démantèlement de la Yougoslavie : le gouvernement Clinton soutient les activités de l'UCK, qui organise le trafic de drogue et... d'organes humains ! Arizona, 2009 : l'agence fédérale de lutte contre les trafics d'alcool, de tabac, d'armes à feu et explosifs des Etats-Unis (ATF) organise l'opération « *Fast and Furious* ».

Des centaines d'armes lourdes arrivent aux trafiquants mexicains. Les massacres au Mexique deviennent une routine en 2010.

6 A quel moment apparaît cette offensive en faveur des drogues ?

En 2007-2009, la crise du capitalisme explose au cœur de l'impérialisme le plus puissant, étouffé par la masse des capitaux qui ne trouvent plus à se rentabiliser dans l'industrie.

Le directeur d'Unodc (*United Nations Office on Drugs and Crime* — NDLC) révèle que, pendant la crise, « le manque de liquidités a été le principal problème du système bancaire. Beaucoup de banques ont été sauvées grâce à l'argent de la drogue. »

Pour assurer sa survie, le système capitaliste moribond ne peut se permettre le luxe de ne mépriser aucune activité — aussi parasitaire soit-elle. Scrutant le marché, les fabriques de cigarettes du Brésil et des Etats-Unis ont déjà enregistré des marques de marijuana.

Réagissant aux plans d'ajustement structurel, les travailleurs empêchent l'impérialisme d'aller jusqu'au bout. Après la vague révolutionnaire des années 2000, qui a balayé les gouvernements du type Cardoso en Amérique latine, la lutte de classes en Europe connaît un intense développement.

En Tunisie, a éclaté la révolution. La jeunesse se mobilise contre les coups portés par le FMI en Grèce, en Espagne, au Portugal, en France, en Grande-Bretagne...

C'est quand s'aiguise la lutte de classes que les Cardoso-Clinton — et tous ceux qui marchent dans leurs combines — impulsent l'offensive en faveur des drogues.

Ce n'est pas un hasard. Comme ce n'est pas par hasard que ceux qui combattent de façon décidée pour l'unité des rangs ouvriers contre l'impérialisme font leur combat contre la drogue.

(1) *Un siècle de contrôle international des drogues*, United Nations Office on Drugs and Crime (Unodc), 2009.

(2) *La révolution prolétarienne et la question de la drogue*, Parti ouvrier socialiste internationaliste (Espagne).